

Perspectives

Apériodique – n°24/222 – 6 septembre 2024

Le point de vue

La grande crise de légitimité

Ne nous trompons pas sur le nom de la crise politique des démocraties occidentales : les partis antisystèmes sont d'abord des symptômes avant d'être des causes. Ainsi, quand les populismes surgissent, et resurgissent, c'est qu'ils occupent un vide politique : celui laissé par la perte de légitimité des partis traditionnels et la perte de légitimité des institutions politiques. Ils occupent le vide de la défiance.

La mécanique des solidarités négatives selon Hannah Arendt

Hannah Arendt a analysé cette mécanique du vide dans les années 30¹. Elle rappelle que **dans une démocratie où les institutions politiques sont perçues comme légitimes**, nous votons pour les partis qui, peu ou prou, vont représenter notre classe sociale – même si nous ne nous en rendons pas compte. **Nous votons pour les partis qui nous « représentent »**. **Ce sont eux qui encadrent le jeu politique et qui le stabilisent, évitant les ruptures et négociant les compromis**. En revanche, **dans une société en crise de légitimité politique, dans laquelle les partis traditionnels ne sont plus représentatifs, l'expression organisée du politique disparaît**. L'électorat devient une masse désaffiliée et volatile, captable par les populismes. Dès lors, peut se créer ce qu'Hannah Arendt appelle une « solidarité négative » entre l'électorat populiste traditionnel – le noyau dur idéologique – et une agrégation de gens qui partagent peu de choses, sociologiquement ou économiquement, mis à part un désir de rupture.

Les tentatives d'accession des partis antisystèmes au pouvoir ne se font donc pas sur la base d'une idéologie affirmée mais plutôt sur cette mécanique de solidarité négative, qu'ils s'efforcent de susciter sur tel ou tel sujet – l'immigration, la fiscalité, et/ou le rejet des élites en place. L'objectif est de créer des abcès de fixation politique et de former des majorités de refus. Évidemment, les valeurs sociétales sont alors du pain béni, surtout dans des sociétés clivées où l'adversaire politique est devenu un ennemi existentiel à détruire. Aux États-Unis, droit à l'avortement et questions de genre ou de race sont autant de thèmes où le compromis impossible pave le chemin pour les solidarités négatives.

Pourquoi les élites peuvent-elles voter pour les extrêmes ?

Cependant, si l'on comprend les raisons d'un vote de rupture des classes moyennes en voie de paupérisation et des populations les plus défavorisées², **comment l'analyser quand il vient d'une élite qui tire avantage du système ?** Pour cela, il faut remonter à la nature de la démocratie, pour en comprendre les fragilités. D. Acemoglu et J.A. Robinson³ montrent que **notre attachement à la démocratie n'a pas seulement à voir avec nos valeurs, mais aussi avec un compromis d'intérêts sous-jacents – souvent non conscient – entre les élites, les classes moyennes et le pouvoir politique « de facto » – le pouvoir de la rue**. Si ce compromis est remis en question, en particulier par les manifestations de la rue, l'élite va se sentir menacée,

¹ H. Arendt, *Les origines du totalitarisme*, 1951

² T. Sollogoub, « *Ce qui crée la colère* », Perspectives, Crédit Agricole, décembre 2016

³ D. Acemoglu, J.A. Robinson, *Economic origins of dictatorship and democracy*, Cambridge University Press, 2006

et certains de ses membres peuvent choisir la rupture politique. Il ne s'agit pas de valeurs mais de préservation des positions acquises.

Par ailleurs, **les situations de surendettement de l'État⁴ poussent aussi à voter pour des partis de rupture, car elles cassent le compromis institutionnel** : chaque classe sociale reproche aux autres de « ne pas payer assez » ou de « profiter trop » des largesses d'un État mal-dépensier. C'est un argument que l'on entend en Thuringe, où le parti d'extrême droite AfD vient de réaliser des scores historiques. C'est aussi un argument en France. D'une façon générale, les arbitrages fiscaux posent toujours la question du contrat social entre les États et les populations. Ils sont l'un des liens les plus puissants entre économie et politique. Le crédit également, qui sert souvent de réponse à l'inégal partage de la rente, masquant – pour un temps – les inégalités⁵. Ce phénomène avait été observé aux États-Unis en 1929, quand la crise avait été précédée par une hausse des inégalités de revenus et de richesse et par une augmentation des ratios de dette des ménages à revenus intermédiaires⁶. Pendant la crise des *subprimes*, l'endettement des ménages et les bulles immobilières ont aussi fait partie de ces déséquilibres majeurs pointés par M. Obstfeld et K. Rogoff⁷, qui ont ouvert la route du risque financier d'alors à la crise politique actuelle.

Enfin, **l'impact de la fiscalité sur le comportement politique des élites est aussi lié au développement de l'administration publique contemporaine**. Destinée à répondre aux besoins d'une société de plus en plus exigeante en services publics, cette administration a néanmoins contribué à l'alourdissement de la fiscalité. Selon Hannah Arendt, ce serait l'une des sources, qu'elle identifiait dès les années 70, de la perte de légitimité du Politique : le surdéveloppement administratif crée une sensation de « tyrannie de l'invisible »⁸, écrit-elle, et le citoyen développe alors un sentiment d'impuissance, qui peut le conduire jusqu'à « l'action séditeuse ».

La démocratie est donc un régime plus instable et bien plus hybride que ne le pensent souvent les démocrates. Quant aux signaux de sa crise en Occident, ils sont anciens : en 2007, les Nations unies publiaient un rapport sur la baisse de confiance politique dans les démocraties occidentales⁹ depuis 1960 ! Phénomène que l'on nommera ensuite le « malaise démocratique ». Cette crise de la confiance s'est traduite par un désintérêt pour les partis et syndicats, puis par des votes de rejet. Surtout, partout, les enchaînements négatifs se sont intensifiés, entre défiance vis-à-vis des institutions, et défiance entre les individus¹⁰. Car les deux phénomènes sont malheureusement liés : fragmentation de la société, polarisation, et violence sociétale se prolongeront tant que la crise de légitimité politique s'approfondira. Et vice-versa.

Les différentes catégories de légitimité politique selon Max Weber

Mais comment reconstruire cette légitimité ? Pour réfléchir à cela, il est nécessaire d'explorer la notion elle-même. Appuyé sur des comparatifs historiques, Max Weber écrit, entre 1917 et 1919, un texte fondateur, qui propose une typologie des légitimités, car il y en a plusieurs : « Les trois types purs de la domination légitime »¹¹. Ces trois catégories sont ce qu'il appelle des « idéaux types » : ils ne se présentent pas comme tels dans la réalité, les régimes politiques mélangeant en fait plusieurs types de légitimité. Cette typologie peut nous servir de grille de lecture face aux évolutions de nos régimes politiques. Elle peut nous aider à nommer la crise en repérant les courants profonds derrière les vagues bruyantes des événements. Max Weber incitait à cela : garder l'œil sur les structures, les tendances lourdes, sur ce qui se passe derrière...

La première catégorie de légitimité renvoie à ce qu'il appelait la domination légale. Elle repose sur « *la croyance en la légalité des règlements arrêtés et du droit de donner des directives* »¹². Autrement dit, les citoyens croient au caractère surplombant de la loi, et c'est sur ce type de légitimité qu'ont été édifiées les formes modernes de nos démocraties. La fonction publique dérive de ce principe, appuyée sur des régularités techniques, procédurales et des principes de hiérarchie, plus que sur des individus. Pardon pour les fonctionnaires, mais il y en a pour tous, puisque la grande entreprise moderne repose aussi sur ce type de légitimité ! En fait, selon Weber, les formes de domination bureaucratique augmentent partout et ce n'est pas étranger à la crise politique actuelle – ce qu'il appelait « la cage d'acier » – un désenchantement du monde

⁴ M. Funke, M. Schularick, C. Trebesch "Going to Extremes: Politics after Financial Crisis, 1870-2014", CESifo Working Paper, No. 5553 CATEGORY 7: MONETARY POLICY AND INTERNATIONAL FINANCE OCTOBER 2015

⁵ R. Rajan, "Fault Lines: How Hidden Fractures Still Threaten the World Economy", Princeton University Press, 2010

⁶ M. Kumhof, R. Rancière, IMF Working Paper, WP/10/268, "Inequality, Leverage and Crises", 2010

⁷ Rogoff, K and M Obstfeld (2009), 'DP7606 Global Imbalances and the Financial Crisis: Products of Common Causes', CEPR Discussion Paper No. 7606. CEPR Press, Paris & London. <https://cepr.org/publications/dp7606>

⁸ H. Arendt, *Du mensonge à la violence*, Agora, 1972

⁹ P.K. Blind "Building Trust in government in the twenty-first century: Review of Literature", United Nations University Press, 2007

¹⁰ "Democracy in an age of anxiety", Democracy Index 2015, Economist Intelligence Unit

¹¹ M. Weber, « Les trois types purs de la domination légitime », *Sociologie*, 2014/3, pp. 291-302.

¹² M. Weber, *Economie et société*, Pocket, 1995

qui cumule perte de liberté et perte de sens : dans ce type de régime, la croyance dans le droit, voire la norme, prévaut sur la croyance dans la personne. Tout cela est évidemment essentiel dans toutes les démocraties mais notamment aux États-Unis, où l'unité du pays ne s'appuie pas sur une tradition d'État-nation, mais sur un texte : la Constitution, perçue par les Américains comme le moment sacré de leur construction nationale. La chute historique de la confiance dans les institutions juridiques y est donc très alarmante : elle pointe les signaux d'une crise de régime, derrière la bataille électorale. C'est cela, le vrai nom de la crise américaine.

La seconde catégorie de domination légitime définie par Max Weber est dite « traditionnelle ». Cette fois, l'acceptation d'un régime politique par les citoyens repose plutôt sur « *la croyance quotidienne en la sainteté de traditions valables de tout temps et en la légitimité de ceux qui sont appelés à exercer l'autorité par ces moyens* »¹³. C'est le type de légitimité sur laquelle vont s'appuyer les régimes des sociétés traditionnelles, voire patriarcales (autorité du père, du chef de clan...). Le message de régénérescence hindou et de nation ethnique d'un Modi s'apparente clairement à tout cela.

Reste la domination charismatique, qui renvoie à des ressorts plus émotionnels et à la soumission vis-à-vis d'un individu dont l'histoire va être perçue comme héroïque, qu'il soit, selon les mots de Max Weber, prophète, héros de guerre, ou grand démagogue (ces catégories n'étant pas éthiquement comparables !). Cette légitimité charismatique conduirait aux dominations les plus autoritaires, mais les plus instables – car la légitimité du chef y est fragile, qui ne tient qu'à sa personne et qui doit être prouvée au jour le jour. La seconde tentative de conquête du pouvoir de D. Trump fait écho à ce type de ressorts. La bataille du pouvoir devient celle des récits, oreille trouée et poing tendu à l'appui. Le piège, pour l'opposition, serait de ne pas proposer plus qu'un récit alternatif, là où l'électorat attend des réponses à la crise sociétale.

La survie des démocraties ne s'arrête donc pas aux résultats des élections. Partout, elle sera liée à la légitimité des institutions politiques, à sa reconstruction possible ou bien, au contraire, à la transition, plus ou moins visible et brutale, d'un type de régime à un autre – ce qui nous entraînerait partout vers des systèmes plus autoritaires. Ce déplacement risque d'être accéléré par les attentes légitimes de populations, qui, déçues par les promesses non tenues de la mondialisation, sont sensibles aux sirènes des légitimités traditionnelles ou charismatiques. Enfin, de l'évolution de nos régimes politiques dépend aussi l'image de l'Occident et sa capacité à offrir autre chose qu'un « deux poids deux mesures » qui mine, en retour, la légitimité de la démocratie. Tout est donc lié : les transitions de nos équilibres politiques en interne, et géopolitiques en externe, ne seront achevées que lorsque la légitimité du Politique, au sens large, sera rétablie. Quelle qu'en soit sa nature. ■

Tania Sollogoub
tania.sollogoub@credit-agricole-sa.fr

¹³ Ibid

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
30/08/2024	France – Conjoncture et perspectives économiques à la veille de la rentrée scolaire	France
14/08/2024	BTP France – Situation et perspectives : la dégradation se poursuit, notamment dans la construction de logements neufs	BTP
31/07/2024	Mines & métaux – L'exploitation minière des fonds marins ou la tentation des abysses	Mines & métaux
30/07/2024	France – Conjoncture – Flash PIB : croissance de 0,3% au T2, portant l'acquis pour l'année 2024 à 1%	France
29/07/2024	France – Scénario 2024-2025 : entre fougue des Jeux et incertitude politique, garder la tête froide	France
26/07/2024	Italie – Scénario 2024-2025 : tenir le cap	Italie
23/07/2023	Égypte – Rétrospective d'une crise de change : comment construire la confiance ?	Afrique et Moyen-Orient
19/07/2024	France – L'économie française est-elle en perte de vitesse depuis l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale ?	France
19/07/2024	Royaume-Uni – Scénario 2024-2025 : sous de meilleurs auspices ?	Royaume-Uni
18/07/2024	Espagne – Scénario 2024-2025 : une croissance toujours dynamique	Zone euro
18/07/2024	Droits compensatoires sur les véhicules électriques chinois : un revers pour la Chine, un test d'unité pour l'Europe	Europe/Asie
15/07/2024	Espagne – Le gouvernement déterminé à réduire le temps de travail	Zone euro
12/07/2024	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
12/07/2024	Allemagne – Le mois de mai efface les gains de production industrielle du premier trimestre	Zone euro
11/07/2024	La nouvelle grammaire de l'économie du risque	Géo-économie
10/07/2024	Portugal – Vers une croissance soutenue en 2024	Zone euro
09/07/2024	France : la baisse de la production industrielle en mai est-elle alarmante ?	France
09/07/2024	Royaume-Uni – Élections britanniques : plus qu'une victoire du Labour, un effondrement des conservateurs	Royaume-Uni
08/07/2024	Visegrad – 2024, année de sortie de crise(s) pour les budgets ?	PECO
05/07/2024	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
05/07/2024	Singapour – Vers un retour pérenne de la croissance économique ?	Asie
03/07/2024	Avenir de l'Europe / Autonomie stratégique II : sécurité économique et souveraineté financière	Europe
03/07/2024	Chine – La détention de bons du Trésor américain, une arme stratégique ?	Asie
02/07/2024	Fintech Outlook Premier semestre 2024 – Le retour des stéroïdes	Fintech
28/06/2024	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
28/06/2024	Monde – Scénario macro-économique 2024-2025 : prolongement sans bouleversements	Monde

Crédit Agricole S.A. — Études Économiques Groupe

12 place des Etats-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication et rédacteur en chef : Isabelle Job-Bazille

Documentation : Elisabeth Serreau – **Statistiques :** DataLab ECO

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com>

iPad : application [Etudes ECO](#) disponible sur l'App store

Android : application [Etudes ECO](#) disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.